

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

-----



**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**Unité - Dignité - Travail**

-----

## **ALLOCUTION**

**DE SON EXCELLENCE MADAME LA PRESIDENTE  
DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE,  
CHEF DE L'ETAT DE LA TRANSITION,  
A L'OCCASION DE LA 2<sup>ème</sup> EDITION DU  
FORUM MONDIAL DES FEMMES FRANCOPHONES**

-----

KINSHASA, 3 – 4 MARS 2014

- Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo ;
- Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;
- Madame le Ministre Délégué à la Francophonie de la République Française ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Missions Diplomatiques et des Organisations Internationales accréditées en République Démocratique du Congo ;
- Distingués invités en vos rangs et grades ;
- Chers participants ;
- Mesdames et Messieurs.

Kinshasa, Capital de la République Démocratique du Congo accueille aujourd'hui, la 2<sup>ème</sup> édition du Forum des Femmes Francophones. En partageant l'enthousiasme et la grande satisfaction des femmes de l'Afrique Centrale d'abriter ce rendez-vous de la Francophonie, je me réjouis de l'honneur que m'a faite Madame le Ministre Délégué Chargé de la Francophonie de la République Française de me convier à ce grand rendez-vous international des Femmes Francophones.

Cette grande rencontre internationale s'ouvre à un moment où certains Etats membres de l'espace francophone vivent des situations dramatiques se traduisant par des crises humanitaires et des exactions de toute nature.

Aussi, voudrais-je rappeler à cet effet que, le premier Forum des femmes francophones qui s'est tenu le 20 mars 2013 à Paris a jeté les bases d'une forte mobilisation en faveur des droits des femmes, mais qui malheureusement n'ont produit les résultats escomptés. Toutefois, il convient de reconnaître que ce premier forum a permis d'accorder un soutien aux droits des femmes en proie à des violences pendant les conflits armés et les crises politiques.

Le monde francophone donne aujourd'hui une autre occasion de réflexion aux femmes sur la problématique « **Femme, actrices du développement** ». Ce thème constitue la principale articulation des échanges qui vont se faire au cours de ces assises. Je suis persuadée que les conclusions seront très riches pour le devenir de la femme de l'espace francophone.

Faisant référence aux thèmes de ce forum et consciente de l'importance et de la place qu'occupe la femme dans la société, je tiens pour primordiale le respect de ses droits les plus élémentaires à savoir : le droit à l'éducation, à la formation, à la santé et surtout à la paix pour un développement harmonieux et équilibré en un mot, le droit à la vie.

- Excellence Monsieur Président de la République ;
- Distingués invités ;
- Chers participants ;
- Mesdames et Messieurs.

Le 24 mars de l'année 2013, la coalition SELEKA prenait par la force le pouvoir à Bangui mettant un coup d'arrêt à la démocratie avec son corollaire le non respect des droits de l'homme dans ce pays peuplé d'environ 4.500.000 habitants. Les négociations politiques menées à cette période difficile pour trouver une porte de sortie à la crise centrafricaine sur la base des accords politiques n'ont jamais prospéré. Dans une guerre sans merci au sommet de l'Etat entre les deux leaders de la transition, la persistance des violences envers la population et surtout les femmes, les scènes de pillage, les assassinats odieux, l'insécurité grandissante sont devenus les maîtres maux qui ont miné l'existence de ce pays.

C'est au vu de la gravité de cette situation que la Communauté Internationale à travers l'Organisation des Nations Unies, l'Union Africaine et la CEEAC ont croisé leurs efforts afin qu'il soit mis fin au régime issu de la coalition SELEKA.

Aussi, conviendrait-il de relever que, dans cette démarche de recherche de solution à cette crise, une dynamique sociocommunautaire s'est créée à travers les responsables religieux et surtout les femmes qui se sont fortement mobilisées pour cette cause.

Conscients de la gravité de la situation sociopolitique du pays qui ne cesse de se dégrader de manière exponentielle, les Chefs d'Etats des pays membres de la CEEAC se sont réunis en urgence à Ndjamena et ont pris la mesure de la situation après la démission des deux principaux acteurs de la Transition, en demandant l'organisation par le CNT de l'élection d'un nouveau Président de la République,

conformément aux dispositions prévues par la Charte Constitutionnelle de la Transition.

La tenue de cette élection a débouché sur la désignation de ma modeste personne comme Chef de l'Etat de la Transition. Un fait historique, inédit à n'en point douter pour la Centrafrique et le monde francophone. Mon accession à cette haute fonction au sommet de l'Etat constitue un grand défi pour les femmes francophones et j'en suis convaincue de la réussite de cette noble mission.

En m'élisant à la Magistrature Suprême de l'Etat Centrafricain, le peuple que je dirige a compris que, seule la femme peut apporter la paix, la cohésion nationale et réunir ce que la Politique a divisé. Cet événement historique a démontré à suffisance que, la femme est incontournable dans tout processus de développement et de paix durable. D'ailleurs j'ai fait de l'équité et du concept genre mon cheval de bataille en optant pour une parité dans la formation du gouvernement et en impliquant fortement les femmes dans les sphères de prise de décisions.

- Excellence Monsieur Président de la République;
- Distingués invités ;
- Chers participants ;
- Mesdames et Messieurs.

Je disais au début de mon discours que, la situation de la République Centrafricaine est complexe, délicate et préoccupante, elle le demeure encore. C'est pourquoi je lance du haut de cette tribune, un vibrant appel à toutes les femmes de l'espace francophone d'apporter leur soutien multiforme et indéfectible à mon pays encore en proie à la violence de tout genre.

- Excellence Monsieur Président de la République;
- Distingués invités ;
- Chers participants ;
- Mesdames et Messieurs.

La situation de la femme dans mon pays en particulier et dans l'espace francophone en général nous interpelle tous, gouvernant(e)s et gouverné (e)s et il ya urgence à rechercher les voies et moyens d'une autonomisation plus affirmée des

femmes dans le contexte d'une mondialisation qui avance avec ceux et celles qui veulent avancer et qui sont disposés à prendre en main leurs destinés.

C'est pourquoi je demande à l'Organisation Internationale de la Francophonie ainsi qu'à tous les autres partenaires au développement d'accorder une attention particulière à la question du genre et au financement des programmes concernant les femmes.

Pour ma part, en tant que femme leader, je reste fortement attachée aux principes de gestion d'un Etat moderne c'est-à-dire un Etat respectant la Démocratie, le Droit de l'Homme et la Bonne Gouvernance.

A ce titre, je veillerais à ce que l'autorité de l'Etat Centrafricain et la sécurité soient rétablis afin de permettre l'organisation dans les délais requis des élections justes, transparentes et équitables pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Je ne saurais terminer mes propos sans toutefois remercier le Président Joseph KABILA, tout le peuple Congolais pour l'accueil chaleureux et fraternel qui m'a été réservé.

Mes remerciements vont également à l'endroit du Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), le Président Abdou Diouf, pour l'appui constant de son Institution aux initiatives des femmes francophones.

Que Madame le Ministre Délégué chargé de la Francophonie de la République Française reçoive ma gratitude pour m'avoir invité à cette 2<sup>ème</sup> édition du Forum des Femmes Francophones.

Je souhaite à toutes, plein succès pour la tenue des présentes assises.

Vive la solidarité francophone,

Je vous remercie.